



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article1019>

Un texte de Aminata Traoré sur la question des migrants. BRUXELLES EST-ELLE, POUR

UNE FOIS CAPABLE



mise en ligne : jeudi 30 avril 2015

la démocratie - L'Union européenne -

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

LE MONOLOGUE EUROPEEN :

BRUXELLES EST-ELLE, POUR UNE FOIS, CAPABLE D'ECOUTE ?

Alors que la question des migrants en méditerranée occupe l'espace médiatique, Aminata Traoré nous donne une analyse plus globale vue par un des principaux acteurs africains. Aminata Traoré, militante altermondialiste, fut Ministre de la culture du Mali entre 1997 et 2000 sous la présidence de Alpha Oumar Konaré. Elle est, avec Boubacar Boris Diop, Auteur de "La gloire des imposteurs" (Philippe Rey, 2014). Nous publions ce texte avec son accord .

L'INFERNALE COMPTABILITE MACABRE

Assez ! Trêve de diversions !

Ils sont, ils étaient, ils seront des centaines, des milliers, des centaines de milliers à partir pour ne jamais arriver. Et comme d'habitude, après le temps de l'émotion et de l'indignation viendra celui de l'oubli et de l'indifférence. Ils sont, ils étaient, ils seront tous oubliés parce que des politiques économiques inégalitaires et assassines continueront à secréter le chômage et la pauvreté de masse, les conflits armés et le réchauffement climatique.

Au cours des vingt dernières années, presque 30 000 personnes ont péri aux portes de l'Europe dont 3 500 en 2014. Depuis le début janvier de cette année 2015 que l'Europe a proclamé « l'année du développement », on estime à 1700 le nombre de morts, voire plus car cette compatibilité macabre est hasardeuse.

L'Europe ne peut contribuer à remédier à cette tendance mortifère de l'évolution du monde globalisé qu'en admettant ce que Michèle Rivasi, députée européenne du parti Europe Ecologie les Verts (EELV), rappelle à propos du Mali : « la nécessité d'analyser l'échec du développement économique qui a délégitimé la démocratie. Les jeunes quittent le pays car ils n'y ont pas d'avenir. Pourtant, le Mali a des atouts dans le secteur agricole ou minier ». Cette remarque est valable pour les conflits armés : les jeunes prennent également les armes au nom de l'ethnie ou de la religion quand le développement économique ne tient pas ses promesses.

ENCORE UN SOMMET ! ET CETTE FOIS CI, ENTRE SOI ?

D'un sommet à l'autre, les dirigeants occidentaux et africains ont cautionné l'idée selon laquelle le développement pourvoira aux besoins du continent, dont ceux des candidats à l'émigration. Il en a été ainsi à l'occasion des conférences euro-africaines de Rabat (juillet 2006), de Tripoli (novembre 2006), de Ouagadougou (mai 2008), de Paris (novembre 2008)... Cette fois ci, les Européens sont entre eux. Dans l'urgence, ils ont décidé de se réunir à Bruxelles pour des solutions d'urgence. Chaque Etat ergote, botte en touche et passe à son voisin. On traite, on sous-traite, on assigne à résidence, on externalise, on envisage un archipel de camps de rétention loin des yeux, loin des droits, même si le coeur n'y est pas...

Les dirigeants africains qui se laissent persuader que notre tour de profiter de la « mondialisation heureuse » est

venu et, qu'il leur suffit d'accélérer le rythme de la croissance en la portant de 5% à 8 ou 9 % vont devoir tempérer leur ardeur. Les jeunes subsahariens, par leur mort dans le désert ou en mer, les interpellent au même titre que l'Europe. Au-delà de ces deux continents, les Etats-Unis d'Amérique et l'organisation des Nations-Unies (ONU) sont concernés par cette hécatombe qui vaut à elle seule le bilan des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui s'achèvent cette année. Les dirigeants européens voudront-ils l'interpréter en ces termes ?

NON ! LES PASSEURS NE SONT PAS LES PREMIERS FAUTIFS

Le jeune tunisien de 27 ans et ses deux camarades qui ont été arrêtés doivent indiscutablement répondre de leurs crimes. Mais les passeurs ne constituent que le dernier maillon d'une longue chaîne de responsables. D'ailleurs, par le passé, les migrants eux-mêmes étaient traités de « terroristes ». Parce qu'il est politiquement incorrect d'avancer un tel argument face à tant d'êtres humains désespérés venant de tant de lieux différents, on met le curseur sur la responsabilité des passeurs. Ils seraient les premiers fautifs à réprimer.

Plus que les migrants et leurs parcours, les filières, la situation des pays d'origine et de transit, c'est la nature de l'Europe qui est en question. En plus des rapports de domination qu'elle entretient avec l'Afrique, à qui elle impose son modèle de développement, elle se barricade, devient forteresse mais aussi carcérale. La question n'est pas seulement de savoir si elle fait assez et comment elle s'y prend pour sauver des vies humaines en Méditerranée. Mais qu'a-t-elle fait et que fera-t-elle en amont dans les pays d'origine des candidats au départ ? Et pourquoi les solutions précédemment retenues lors des différents sommets n'ont pas empêché cette catastrophe ? L'Europe forteresse, dont les experts militaires ont participé à l'élaboration du « concept stratégique », a également érigé à l'intérieur de ses frontières/remparts des centres de rétention administrative à l'intérieur desquels elle bafoue, à la fois, le droit international de l'asile et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, qui stipule « le droit de toute personne à quitter librement tout pays, y compris le sien ».

Oui, nous avons entendu parler de corridors humanitaires, de règles sécuritaires, de Frontex, de surveillance aux frontières, de présence militaire et imaginons encore les crocodiles qui hantent ces eaux-là en embuscade, vaguement endormis ou veillant prêts à punir, à surgir, à refermer le piège de leurs mâchoires sur la chair tendre des songes, à ramener le rêveur imprudent sur sa rive, mort ou vif.

Oui, nous entendons parler de doublement des moyens de Triton, d'élargissement de son champ d'action, d'arraisonnement des bateaux le long des côtes libyennes et d'intervention à la « source » en Libye.

LA LIBYE ? PARLONS-EN !

Hautement édifiant est le Troisième sommet Afrique-UE, les 29 et 30 novembre 2010, en Libye, où Mouammar Kadhafi accueillit, en grande pompe, les dirigeants de 80 pays africains et européens. Les participants s'étaient mis d'accord sur un « plan d'action » pour un partenariat Afrique-UE allant de 2011 à 2013. Création d'emplois, investissements, croissance économique, paix, stabilité, migration et changement climatique étaient à l'ordre du jour.

En lieu et place de cette perspective, la Libye a été déstabilisée et le Guide libyen tué. En plus de la prolifération des armes provenant des arsenaux libyens, des dizaines de milliers de travailleurs originaires de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb ont perdu leur travail. Ils sont venus grossir les rangs des demandeurs d'emploi dans leurs pays d'origine, prêts à partir à n'importe quel prix.

Jean Pierre Chevènement, l'ancien ministre de la défense et de l'intérieur, en nommant Nicolas Sarkozy, dit à propos de l'immigration en Europe, ce qui de notre point de vue est valable pour la prolifération des armes au Sahel et la

force de frappe des djihadistes, « *La Libye de Mouammar Kadhafi avait beaucoup de défauts mais elle exerçait un contrôle sur ses frontières* ». « *Nous avons violé la résolution des Nations unies, qui nous donnait le droit de protéger les populations de Benghazi, on est allé jusqu'au changement de régime* » a-t-il déploré.

On arrête les passeurs. Qui traduira devant la Cour Pénale Internationale (CPI) les auteurs de la guerre en Lybie dont le Mali est la première victime collatérale en Afrique subsaharienne ? Il est pernicieux de poser la question de la gestion des conséquences de cette ingérence en termes de « service après-vente » qui n'aurait pas été assuré. La vérité est qu'elle ne devait tout simplement pas avoir lieu parce que la démocratie ne s'exporte pas. A l'intention des donneurs de leçons de démocratie rappelons que :

- ▶ la gouvernance managériale n'a rien à voir avec la gouvernance démocratique, participative et respectueuse des droits humains ;
- ▶ le climat des affaires n'a pas plus à voir avec le climat social que la santé de l'économie libéralisée avec celle des êtres humains ;
- ▶ la sécurité des investissements n'est pas la sécurité humaine.

DENI DE REALITE

Bien avant la Grèce, le Portugal et d'autres pays européens, aujourd'hui confrontés au chômage, la précarité et la peur du lendemain, nous avons subi, dès la décennie 80, la médecine de cheval de l'ajustement structurel. « Contre l'austérité, pour l'égalité, la justice économique et sociale » sont des mots d'ordre des peuples d'Europe qui auraient pu être mobilisateurs et fédérateurs ici aussi, au Mali, au Sahel et en Afrique, d'une manière générale, si les victimes africaines du capitalisme mondialisé et financiarisé étaient bien imprégnées elles-aussi des causes structurelles du chômage et de leur paupérisation. La quasi-totalité des migrants en difficulté n'aurait pas pris le risque de partir si les politiques économiques mises en oeuvre étaient créatrices d'emplois. Les règles de l'OMC sont hautement destructrices. « *Nous sommes menacés par un génocide, une catastrophe d'une ampleur telle qu'elle fera plus de victimes que le bilan cumulé de toutes les guerres et les catastrophes naturelles que l'histoire a connues* » prévient Samir Amin du fait de l'ouverture de l'agriculture à la concurrence en novembre 2001 par l'OMC. (Interview accordée à Ake Kilander dans le magazine suédois FiB/K n°2, février 2006). La mainmise des sociétés transnationales sur les terres agricoles exclura davantage de paysans et de paysannes de la production. « *Un travailleur agricole bien équipé pourrait remplacer 2 000 paysans pauvres. Trois milliards de personnes ne pourront pas être absorbées par l'industrie, même avec une croissance fantastique* ».

Dans les régions en conflit, l'insécurité entrave la totalité des activités économiques. Agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, commerçants, artisans ne peuvent pas vaquer à leurs occupations. Les migrants sont composés de tous ceux-là. Les Accords de Partenariat Economiques (APE) imposés aux Etats africains ne sont pas faits pour arranger cette situation. Pas plus que le TAFTA, qui se traduira lui aussi par la suppression des barrières tarifaires et douanières entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe, n'est à l'avantage des peuples d'Europe ! Au regard de cette réalité, une solidarité de combats s'impose entre les peuples du monde et en l'occurrence, ceux d'Afrique et d'Europe.

CE SONT NOS ENFANTS !

Le nombre important de femmes, parfois avec leurs enfants, à bord des embarcations qui coulent si souvent en Méditerranée est rarement relevé et commenté. Pourquoi ? Parce que contrairement aux violences domestiques, sexuelles et sexistes dont l'instrumentalisation permet de justifier l'ingérence, la violence inouïe du système capitaliste et prédateur est occultée. Or, dans le drame de l'émigration, les femmes sont omniprésentes, en tant que

mères, épouses et migrantes elles-mêmes.

Chaque migrant avalé par la méditerranée ou par le désert est l'un de nos enfants. Les cris de ceux qui aujourd'hui périssent au fond des cales s'ajoutent à ceux qui ont déjà sombré dans le ventre de l'Atlantique aux temps maudits de la traite inscrits dans notre chair comme dans notre mémoire.

En tant que mères, sur la scène du monde globalisé, nous voyons se dérouler le destin de nos enfants devenus chômeurs, migrants « clandestins », narcotrafiquants, rebelles et à présent, djihadistes. Nous ne baissons pas les bras. Depuis les événements de Ceuta et de Melilla, nous avons pour notre part alerté et essayé de trouver des alternatives à ces départs du désespoir, ainsi qu'une vie digne pour ceux qui nous sont revenus, la mort des autres dans leur âme tourmentée. Mais comment les retenir dans le contexte économique déjà décrit ?

De Thiaroye au Sénégal, les mères et les veuves des migrants disparus en mer avec à leur tête la courageuse Yayi Bayam Diouf sont venues à nous à Bamako, au Mali. Ensuite, avec des mères et des veuves de migrants maliens disparus dans les mêmes conditions, nous nous sommes rendues à notre tour à Thiaroye où, au bord de la mer gloutonne qui avale nos enfants, nous nous sommes recueillies. Nous avons prié pour ceux qui ne sont plus et pour les rescapés, plutôt les morts-vivants, qui nous sont revenus.

Parce que nous sommes ces mères inquiètes et pensantes, parce que nos enfants sont en danger, parce que notre monde vacille, apeuré mais aveugle et sourd à leur douleur, nous restons vigilantes et refusons qu'ils soient sacrifiés sur l'autel du marché roi.

CE SONT LEURS RICHESSES

A qui appartiennent les ressources minières (or, platine, fer, bauxite, coltan, nickel, étain, plomb, manganèse, argent...), énergétiques (pétrole, gaz naturel, uranium...), agricoles (café, cacao, coton...), forestières, halieutiques et autres dont l'économie mondialisée a cruellement besoin ? Elles appartiennent à ces enfants qui viennent mourir aux portes de l'Europe. Pour notre malheur, la sécurité énergétique dont dépend la croissance, la compétitivité et l'emploi en France et en Europe est, en partie, liée à l'accessibilité des sources de pétrole, d'uranium, de gaz ainsi que des voies de leur acheminement. Les pays d'origine des migrants indésirables et jetables, du Sahel et du Maghreb, qui regorgent de ces richesses, deviennent des champs de bataille.

La France et l'Europe doivent se dire que nous sommes tous perdants. Partout les yeux s'ouvrent. Paris croit-il réellement défendre le rang et l'image de la France dans le monde en instrumentalisant le Conseil de sécurité et en violant ses résolutions comme il l'a fait en Libye ? Défend-t-il durablement les intérêts des entreprises françaises lorsque les puits de pétrole et les mines d'uranium et autres ressources stratégiques deviennent des poudrières ? Défend-t-il les Français et leur liberté de circulation lorsque les zones dites à risques dont le nombre ne cesse d'augmenter leur sont interdites ? Nous finirons par être tous assignés à résidence !

LA CONVERGENCE DES LUTTES : L'AFRIQUE ET L'EUROPE DES PEUPLES

Bruxelles se dit choquée. Elle a une occasion historique de dire la vérité sur l'ensemble des causes de cette tragédie et de rendre ainsi justice aux peuples spoliés et humiliés d'Afrique. C'est certainement trop lui demander. Mais elle le doit, non seulement par respect pour les vies qu'elle se propose de sauver mais aussi pour ses propres peuples dont une bonne partie se doute qu'il a dû arriver à l'Afrique ce qui arrive en ce moment à la Grèce, à l'Espagne et à l'Italie.

Nous ne voyons pas comment un modèle économique qui ne fait pas le bonheur des peuples d'Europe pourrait sortir

l'Afrique de l'impasse. Ce sont les lobbies (cotonniers, pétroliers, miniers, de l'armement et autres) qui déterminent la politique étrangère des puissances occidentales. « *Nous sommes cernés* » relève Susan George à propos de ce qu'elle appelle « *l'autorité illégitime* » en Europe. « *Lobbyistes au service d'une entreprise ou d'un secteur, PDG de Transnationales dont le chiffre d'affaire est supérieur au PIB de plusieurs pays dans lesquels elles sont implantées, instance quasi étatique dont les réseaux tentaculaires se déploient bien au-delà des frontières nationales : toute une cohorte d'individus et d'entreprises qui n'ont pas été élus, qui ne rendent de compte à personne et dont le seul objectif est d'amasser des bénéfices est en train de prendre le pouvoir et d'orienter la politique officielle.* »

Il est du gonflement des flux migratoires vers l'Europe comme de la rébellion, au nord du Mali, et du djihad. Ce sont autant de conséquences de l'échec lamentable du développement économique de l'Afrique dans le cadre de la mondialisation capitaliste ; des conséquences que l'Europe n'a pas la volonté ni la sagesse de voir ni de comprendre à travers tous ces corps errants ou sans vie devant ses portes.

Il faut en finir définitivement avec des relations totalement déséquilibrées et essentiellement tournées vers les intérêts de l'Europe, de la finance et du commerce.

Au risque de voir notre monde sombrer.

Le naufrage serait alors global.

Un autre partenariat franco-malien et euro-africain s'impose.